

Convention collective départementale

IDCC : 1886. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(LOIRE)

(13 octobre 1995)

(Bulletin officiel n° 1995-7 bis)

(Etendue par arrêté du 1^{er} mars 1996)

AVENANT N° 7 DU 17 DÉCEMBRE 2007

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS ET DE REPAS

NOR : *ASET0850543M*

IDCC : 1886

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics de la Loire ;

La CAPEB 42a, Saint-Etienne ;

La CAPEB 42b, Roanne,

D'une part, et

Le syndicat construction bois de la Loire et des Monts du Lyonnais
CFDT ;

L'union départementale des syndicats FO de la Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de la convention collective départementale du 13 octobre 1995, l'avenant n° 7 définit les valeurs des indemnités à compter du 1^{er} janvier 2008. Il annule et remplace l'avenant n° 6.

Indemnité de repas

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

– l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;

- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

Cette indemnité est fixée suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1^{er} janvier 2008, 2009 et 2010.

Indemnité de frais de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Les indemnités de frais de transport sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1^{er} janvier 2008, 2009 et 2010.

Indemnité de trajet

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1^{er} janvier 2008, 2009 et 2010.

Indemnités de petits déplacements

(En euros.)

	1 ^{er} JANVIER 2008	1 ^{er} JANVIER 2009	1 ^{er} JANVIER 2010
Repas	9,04	9,26	9,49
Transport			
1a	2,50	2,61	2,73
1b	2,50	2,61	2,73
2	4,91	5,17	5,44
3	7,77	8,29	8,84
4	11,53	11,97	12,43
5	15,16	15,65	16,16

	1 ^{er} JANVIER 2008	1 ^{er} JANVIER 2009	1 ^{er} JANVIER 2010
Trajet			
1a	1,00	1,18	1,39
1b	1,00	1,18	1,39
2	2,65	2,74	2,83
3	3,70	3,96	4,23
4	5,25	5,46	5,69
5	6,67	6,88	7,10

Article 2

Les indemnités de petits déplacements fixées par l'avenant n° 7 ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 3

En cas d'augmentation du taux de l'inflation (hors tabac) supérieure au pourcentage d'augmentation de la moyenne des valeurs d'indemnités retenues chaque année, la commission serait amenée à se réunir et, en tout état de cause, elle se réunira au plus tard au cours du quatrième trimestre 2010.

Article 4

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle conformément aux dispositions du code du travail et fera l'objet d'une demande d'extension. Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la DDTEFP ; elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Fait à Saint-Etienne, le 17 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)